

COMISSÃO DA CEDEAO

COMMUNAUTE ECONOMIQUE  
DES ETATS DE L'AFRIQUE  
DE L'OUEST

ECONOMIC COMMUNITY  
WEST AFRICAN STATES



**DIRECTIVE C/DIR3/05/09 SUR  
L'HARMONISATION DES PRINCIPES  
DIRECTEURS ET DES POLITIQUES  
DANS LE SECTEUR MINIER**



Publie Par



**COMMUNAUTE ECONOMIQUE  
DES ETATS DE L'AFRIQUE  
DE L'OUEST**

101 Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District, P. M. B. 401, Abuja, Federal Republic of Nigeria

Cell: +234 703 409 7046 & +234 806 315 9712 Tel: (+234 9) 314 76 47-9 & (+234 9) 314 74 27-9

Fax: (+234 9) 314 3005

[www.ecowas.int](http://www.ecowas.int)

[info@ecowas.net](mailto:info@ecowas.net)

COMMUNAUTE ECONOMIQUE  
DES ETATS DE L'AFRIQUE  
DE L'OUEST



ECONOMIC COMMUNITY  
WEST AFRICAN STATES

**Soixante deuxième Session Ordinaire  
du Conseil des Ministres**

ABUJA, 26 - 27 MAI 2009

**DIRECTIVE C/DIR3/05/09 SUR  
L'HARMONISATION DES PRINCIPES  
DIRECTEURS ET DES POLITIQUES DANS  
LE SECTEUR MINIER**

## **LE CONSEIL DES MINISTRES,**

**VU** les articles 10, 11 et 12 du Traité de la CEDEAO tels qu'amendés, portant création du Conseil des Ministres et définissant sa composition et ses fonctions

**VU** le Protocole A/P.1/7/91 du 6 juillet 1991 relatif à la Cour de Justice de la Communauté;

**VU** le Protocole additionnel A/P.1/5/79 du 29 mai 1979 relatif à la libre circulation des personnes et des biens;

**VU** l'Article 31 dudit Traité relatif -aux ressources naturelles qui prescrit la nécessité d'harmoniser et de coordonner les politiques et programmes des Etats Membres;

**VU** la nécessité d'améliorer la justice économique et sociale au sein des communautés, dans le cadre du processus de décision relatif à l'exploitation des ressources naturelles, en tant qu'élément de la politique efficace de prévention des conflits, tel que stipulé dans le cadre stratégique de prévention des conflits de la CEDEAO adopte en novembre 2007.

**VU** l'Article 21 de la Charte africaine des Droits de l'Homme et des Peuples,

**RAPPELANT** le Protocole additionnel A/SP1/12/01 du 21 décembre 2001 sur la démocratie et la bonne gouvernance qui prescrit les principes de bonne gouvernance politique, économique et sociale;

**RECONNAISSANT** que la responsabilité de promouvoir et de protéger les droits de l'homme incombe principalement aux gouvernements, les investisseurs et autres entreprises commerciales dans le secteur minier de l'Afrique de l'Ouest;

**CONSCIENT** de l'Initiative «Global Compact» des Nations Unies qui demande aux chefs d'entreprise 'd'adopter et de mettre en oeuvre' les neuf principes fondamentaux relatifs aux droits de l'homme, y compris les droits dans le domaine du travail et de l'environnement et la Déclaration de l'OIT sur les principes fondamentaux et les droits des travailleurs;

**RECONNAISSANT** l'universalité, l'indivisibilité et l'interdépendance des droits de l'homme, y compris le droit au développement tel que reconnu dans le Pacte International des Nations Unies sur les droits économiques, sociaux et culturels qui permettent à chaque individu de participer, de contribuer et de jouir du développement économique, social, culturel et politique dans lequel tous les droits humains et les libertés fondamentales peuvent entièrement se réaliser;

**CONSCIENT** du fait que l'exploitation minière affecte les systèmes écologiques et ne se limite pas à l'environnement immédiat du site minier et que dans les zones qui entourent les sites miniers; les communautés subissent des impacts d'ordre environnemental, social et économique; que certaines «communautés d'intérêt», incluant les populations locales, l'artisanat minier, les travailleurs employés dans les mines et des gens vivant au sein des communautés sont marginalisés;

**RECONNAISSANT** la nécessité de développer des critères largement acceptés, sur lesquels les gouvernements, les communautés, l'industrie et les autres parties prenantes peuvent évaluer la performance environnementale et l'acceptabilité des opérations minières, et utiliser ces critères pour' élaborer des normes appropriées devant conditionner les autorisations nécessaires à la mise en valeur des substances minérales;

**RECONNAISSANT** la nécessité de protéger et de maintenir la stabilité macroéconomique des États membres en ce qui concerne les revenus générés ou provenant de l'exploitation minière ainsi que de créer un environnement économique propice pouvant attirer les investisseurs dans l'industrie minière et de maintenir un équilibre entre les intérêts des États membres et ceux des investisseurs;

**CONSCIENT** que l'exploitation minière et la transformation sur place en produits finis sont essentielles pour le développement socio-économique des États membres, que les avantages obtenus de ces activités doivent être partagés et sauvegardés pour les générations présentes et futures;

**RECONNAISSANT** que les gouvernements des États" membres doivent jouer un rôle de premier plan dans la création d'un milieu où les politiques et la" réglementation favorisent la contribution de l'exploitation minière au développement durable;

**RECONNAISSANT** l'importante contribution de la Société Civile, des Médias et des différentes parties prenantes dans la protection et la promotion des droits de l'homme et du droit des communautés minières locales à une participation citoyenne a leur développement;

**CONVAINCU** de la nécessité de développer dans l'espace CEDEAO une politique minière commune qui tienne compte d'autres initiatives internationales, régionales et sous-régionales, telles que l'adoption par les États Membres de l'UEMOA d'une politique minière commune et du Code Minier Communautaire de l'UEMOA;

Après avis du Parlement de la Communauté;

**PRESCRIT-:**

# CHAPITRE I

## DEFINITIONS ET OBJECTIFS

### ARTICLE 1 ER: Définitions

Aux fins de la présente Directive, on entend par:

'Exploitation minière artisanale à petites échelles': toute exploitation dont les activités consistent à extraire et concentrer des substances minérales et à récupérer les produits marchands en utilisant des méthodes et procédés manuels et traditionnels.

'Organisation de la Société Civile': toute organisation ou groupe organisé non gouvernemental

'Activités géologiques': les études scientifiques de surface pour identifier en outre, soit directement ou indirectement, des ressources minérales.

'Localisation': toutes les activités qui visent à accroître l'acquisition locale des biens et des services, de la formation, du transfert de technologie et du développement de l'entrepreneuriat local dans la perspective éventuelle de remplacer le personnel expatrié par du personnel des États membres

'Mine': un endroit, une excavation ou une exploitation, ainsi que tous les appareils, les bâtiments, les locaux, les structures en surface et au sous-sol où des opérations minières sont entreprises dans le but d'extraire, de traiter ou de préparer une substance minérale, d'obtenir ou d'extraire une substance minérale ou un métal ou dans le but de traiter un minerai; une carrière où des matériaux de construction sont extraits.

'Exploitation minière': extraction d'une substance minérale; une opération de prospection directe ou indirecte nécessaire ou accessoire à l'extraction.

'Substance minérale': une substance liquide ou solide qui apparaît naturellement dans le sous-sol, ou à la surface du sol, à la surface ou en dessous des fonds marins, formée par ou soumise à des transformations géologiques, comprenant notamment mais pas exclusivement les minéraux industriels et le pétrole.

'Opérations minérales': la reconnaissance, la prospection, l'exploitation minière ou toutes activités s'y rattachant, y compris la remise en état des mines et le suivi de l'après mine.

'Droit minier' : les licences, permis, baux et autres autorisations accordés par les Etats membres aux individus ou aux entreprises et leurs agents ou leurs sous-traitants en vue de l'exploration, du traitement ou de l'exploitation des substances minérales.

'Opérations minières' : toutes les opérations entreprises dans le cadre de l'exercice des droits conférés par une licence ou une autorisation d'exploitation minière.

'Prospection' : la recherche d'une substance minérale, la reconnaissance et les opérations visant à déterminer la valeur économique d'un gisement minier.

'Reconnaissance': la recherche des indices minéraux au moyen d'études géophysique, géochimiques et photo géologiques ou autres techniques de télédétection et d'étude géologique de surface , y compris la collecte des données environnementales nécessaires.

'Agences publiques': organe ou institution mise en place par un Etat membre avec un mandat spécifique y compris les organes parapublics.

Plan d'eau ou Ressources en eau': tous les cours d'eau de surface, les rivières, les ruisseaux, les marécages, les lacs naturels et les eaux souterraines.

## **ARTICLE 2 : Objectifs**

Les objectifs de la présente Directive sont:

1. Assurer l'harmonisation des principes directeurs et des politiques dans le secteur minier des États membres basés sur des normes standard de haut niveau de responsabilité pour les compagnies minières et les gouvernements afin de promouvoir les droits de l'homme, la transparence et requête sociale et de garantir la protection des communautés locales et de l'environnement dans les zones minières de la sous-région;
2. Créer un environnement minier favorable au développement macroéconomique durable et qui assure un équilibre entre la nécessité de mettre en place des mesures incitatives pour attirer les investisseurs et celle de protéger la base du revenu et les ressources des États membres;
3. Améliorer la transparence dans le processus de formulation et de mise en œuvre de la politique minière dans la sous-région, promouvoir la participation et renforcer les capacités des communautés minières;
4. Doter les États membres d'une politique minière et d'un cadre juridique harmonisés;
5. S'assurer que l'harmonisation prend en compte les différents niveaux auxquels chaque État membre se trouve dans le secteur minier et la manière dont les politiques et les différentes stratégies pourraient être conduites pour satisfaire les besoins spécifiques de chaque État membre.

## **CHAPITRE II :**

### **LES SUBSTANCES MINERALES EN TANT QUE RESSOURCES DE L'ETAT**

#### **ARTICLE 3 : Propriété des ressources minérales**

1. Toute substance minérale à l'état naturel, dans le sol, le sous sol ou à la surface du sol d'un État membre, dans les rivières, les ruisseaux, les cours d'eau dans toute la sous-région, dans les zones économiques exclusives, les eaux territoriales ou les plateaux continentaux, est la propriété de l'État membre.
2. Les détenteurs de droits ou de titres miniers acquièrent la propriété des substances minérales qu'ils extraient, conformément aux dispositions légales et contractuelles en vigueur.
3. Les ressources minérales sont la propriété de l'Etat et sont gérées au profit de la population de l'Etat membre. Les Etats membres ont l'obligation de prendre toutes les mesures nécessaires, comprenant notamment mais pas exclusivement l'adoption de règles juridiques et administratives appropriées pour protéger leurs ressources.

#### **ARTICLE 4 : Occupation ou acquisition des terrains pour l'exploitation minière.**

1. L'occupation ou l'acquisition d'un terrain nécessaire à la mise en valeur d'une ressource minérale doit être conforme aux lois en vigueur dans l'État membre.
2. Une compensation appropriée et rapide doit être versée au propriétaire ou occupant légitime de tout terrain acquis pour la mise en valeur d'une ressource minérale.
3. Pour le calcul de toute compensation en vue de l'acquisition de terrain pour la mise en valeur d'une ressource minérale il

doit être tenu compte des pertes subies par l'utilisateur du terrain, des désagréments causés au propriétaire terrien et à l'occupant dûment évalués, des pertes et des dégâts causés aux biens immeubles et à leurs dépendances, du manque à gagner, y compris les éventuelles pertes de revenu agricole et autres' pertes raisonnablement prouvées, en versant une indemnité compensatrice conformément aux meilleures pratiques internationales en vigueur dans ce domaine.

4. Les États membres doivent classer-certains terrains 'zones interdites' aux activités d'exploitation minière, si ces zones comportent des risques particuliers pour la préservation de la sécurité y compris dans les zones a forte sensibilité environnementale, sociale et culturelle.

#### **ARTICLE 5: Acquisition de droits et titres miniers**

1. Nonobstant la détention d'un titre ou d'un droit sur le terrain sur lequel les substances minérales sont situées, toute activité de recherche, de reconnaissance, de prospection, d'exploration, d'exploitation minière ou toute activité similaire, ne peut être entreprise qu'après l'octroi d'un droit ou titre minier validé par une autorité compétente.
2. Le processus décisionnel conduisant à l'octroi et au retrait des droits miniers doit s'effectuer dans la transparence.
3. Nonobstant l'Alinéa (1) du présent article, les agences publiques des États membres ne doivent pas être empêchées de mener des activités géologiques conformément aux lois en vigueur dans les zones où un droit ou titre minier a été acquis.
4. Les qualifications pour l'acquisition d'un droit ou titre minier dans les États membres doivent être en conformité avec les meilleures pratiques internationales dans le domaine de l'industrie minière et doivent notamment, inclure le respect de l'environnement, prendre en compte l'intérêt national de

l'Etat membre, le respect des droits des communautés minières, le respect des obligations en matière d'emploi local et d'approvisionnement en biens et services.

5. L'autorité compétente d'un État membre peut révoquer un droit ou titre minier octroyé, si elle est convaincue, après inspection et audit, que son détenteur a enfreint l'une des dispositions de la présente Directive ou une loi de l'État membre et qu'il a été reconnu coupable de délit de contrebande, de vente ou transaction illicite portant sur des substances minérales.

## **CHAPITRE III:**

### **PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT**

#### **ARTICLE 6: Obligations relatives à la protection de l'environnement**

1. Avant d'entreprendre toute activité minière, un détenteur de droit ou titre minier doit obtenir les permis et approbations nécessaires auprès des autorités compétentes de l'État membre chargées de la protection des forêts, de l'environnement, des autres ressources naturelles, les ressources en eau, et de la santé publique dans le cadre de ses activités minières.
2. les Etats membres adoptent des lois appropriées (la où il n'en existe pas) pour mettre en place des mécanismes de plaintes et des audits pour le respect des obligations résultant de la présente Directive relative à la protection de l'environnement.
3. Les investisseurs miniers mènent leurs activités conformément aux lois et règlements nationaux, aux pratiques administratives et aux politiques relatives à la préservation de l'environnement des États membres dans lesquels ils opèrent et se conforment aux accords internationaux s'y rapportant, aux principes, objectifs et normes standards relatifs à l'environnement, l'hygiène, la santé publique et la sécurité et en général mener leurs activités de façon à contribuer à l'objectif global de développement durable.
4. Avant le début des opérations, les détenteurs des droits ou titres miniers doivent prévoir la mise en oeuvre des plans de réhabilitation et de fermeture des sites miniers ainsi que des plans pour l'après mine. Ces plans sont soumis à l'autorité compétente pour approbation et font l'objet de revues périodiques.

5. Des audits périodiques de l'environnement seront menés pour s'assurer de la performance environnementale des opérations minières et de l'efficacité des organismes chargés de la réglementation des mines.
6. Les États membres veillent à ce que les détenteur:s des droits ou titres miniers prennent les mesures pour empêcher et gérer le déversement du cyanure, du mercure et autres substances similaires, de substances nocives à la santé humaine et à l'environnement, ainsi que les autres risques liés aux activités minières.
7. Les Etats membres doivent mettre en place un fonds pour la réhabilitation de l'environnement.

## **CHAPITRE IV :**

### **PROTECTION DE L'INTERET NATIONAL**

#### **ARTICLE 7 : Accord de Stabilité**

1. Dans le cadre de l'octroi d'un droit ou titre minier, l'autorité compétente de l'Etat membre peut conclure un accord de stabilité dans le cadre de négociations avec un investisseur minier.
2. L'Accord de stabilité reflète l'intérêt national de l'Etat membre et celui des l'investisseur.
3. les négociations poursuivies conformément audit Accord traiteront des questions relatives aux effets négatifs des changements intervenus dans la loi en vigueur, dan le niveau et le montant du paiement des royalties, taxes et droits sur l'importation d'intrants.
4. L'Accord de stabilité est sous réserve de la ratification par le parlement national ou tout organe approuvé par l'Etat membre.

#### **ARTICLE 8 : Régime fiscal**

1. Les États membres adopteront des lois appropriées pour optimiser et protéger les recettes dues qui leur reviennent au titre des activités minières.
2. Les exonérations des droits de douane à l'importation en ce qui concerne les installations industrielles, les machines, les équipements et accessoires importés spécialement et exclusivement pour les opérations minières seront subordonnées au respect par le titulaire du droit ou titre minier de ses obligations sociales et environnementales et autres obligations a l'égard des communautés minières, conformément aux lois et usages en vigueur dans l'Etat membre.

3. Le personnel d'un titulaire de droit 'ou titre minier paie les impôts et taxes sur tous ses revenus au même taux que les ressortissants de l'État membre, sauf lorsqu'il existe un accord relatif à la double taxation entre l'État membre et l'État d'origine du titulaire dudit droit qui prévoit le contraire.
4. Les transferts de fonds du personnel à des fins personnelles sont imposables conformément à la législation en rigueur sauf s'il existe une convention de double taxation entre l'État d'origine et l'État de résidence dudit personnel.
5. Les États membres sont tenus de mettre en place un système qui assure une répartition plus équitable des revenus générés par l'activité minière et d'assurer la distribution effective et le transfert aux communautés locales, d'une partie de ces revenus miniers, tel que prévu dans les lois et usages de l'État membre et d'encourager le renforcement de leurs capacités. Les États membres procéderont à la révision et à l'harmonisation de leur régime fiscal, ainsi qu'à leur actualisation tous les trois ans.

#### **ARTICLE 9 : Transfert de Capitaux**

1. Le titulaire d'un droit ou titre minier qui tire des opérations minières des gains en devises étrangères peut être autorisé par l'autorité compétente d'un État membre à conserver une partie de ces devises étrangères dans un compte ouvert dans ledit État, destinées au rachat de pièces et d'autres intrants nécessaires à l'exploitation minière, à condition de fournir des preuves selon lesquelles ces fonds ne sont pas facilement disponibles sans procéder à l'ouverture d'un tel compte.
2. Toute devise étrangère gagnée et pouvant être conservée sur un compte conformément au présent article doit être utilisée spécialement et exclusivement pour:
  - (a) l'achat de pièces détachées, de matières premières, de consommables, de machines et d'équipements;
  - (b) le service de la dette et le paiement de dividendes;

- (c) le paiement du personnel expatrié.
  - (d) le transfert de capitaux en cas de vente ou de liquidation des opérations minières.
3. Le libre transfert annuel de devises convertibles à un taux convenu mutuellement avec les États membres est garanti au titulaire du droit ou titre minier.
  4. Tout transfert de devises convertibles par un titulaire de droit ou titre minier stipulé dans le présent article s'effectue conformément au régime de change approprié des États membres. Les États membres prendront des mesures pour empêcher la fuite de capitaux ou dans le cas flagrant de l'utilisation à cette fin par un détenteur de devises étrangères d'un compte ouvert conformément à l'alinéa (1) du présent article.

#### **ARTICLE 10: Participation de l'Etat aux opérations d'exploitation Minière**

1. Une autorité compétente d'un État membre peut par avis écrit demander à une société minière de lui octroyer une action spéciale, quel qu'en soit le nom donné par la société.
2. Les actions spéciales constituent une catégorie spéciale d'actions et les droits qui y sont attachés sont déterminés d'un commun accord entre l'autorité compétente de l'Etat membre et le titulaire du droit ou titre minier.
3. Un État membre peut également participer au capital des sociétés minières opérant sur son territoire dans des conditions fixées d'un commun accord.

## **ARTICLE 11: Politique de localisation des opérations minières**

1. Dans le cadre d'une politique de localisation, un titulaire de droit ou titre minier exerçant sur le territoire d'un Etat membre, soumet aux autorités compétentes un programme détaillé, agréé par celles-ci pour le recrutement, le transfert de technologie. et la formation du personnel local, auquel il doit se conformer.
2. Les Etats membres veillent a ce que la Responsabilité Sociale. des Entreprises (RSE) minières, et les Programmes alternatifs de subsistance soumis au présent article fassent partie des conditions requises pour l'octroi d'un droit ou titre minier. Ces programmes doivent contribuer à l'amélioration des conditions de vie des communautés minières et être établis avec la participation active et le consentement des communautés locales.
- 3: Le non respect par un titulaire de droit ou titre minier des programmes mentionnes a l'alinéa (2) du présent article constitue une cause de révocation du droit du titre minier.
4. Un titulaire de droit ou titre minier accorde dans toutes les phases de ses opérations, une préférence à l'emploi des citoyens des États membres, en particulier ceux des communautés les plus affectées en répondant dans toute la mesure du possible aux exigences de sécurité , d'efficacité. et de rentabilité.
5. Dans le cadre 'de la réalisation des opérations minières, d'achat, de construction et d'installation des infrastructures, le titulaire de droit ou titre minier doit adopter une politique de passation de marches -accordant la préférence:
  - (a) Aux matériaux et aux produits d'un État membre;
  - (b) Aux agences de prestations de services installées dans un Etat membre et appartenant a un citoyen (entreprise ou autre) dudit État membre et/ou aux

entreprises publiques en se conformant dans toute la mesure du possible aux normes de sécurité d'efficacité et de rentabilité en vigueur .

6. Les États membres prennent des mesures pour adopter des lois appropriées visant à octroyer aux citoyens des droits d'exploitation artisanale et de petite mine, et assurer une exploitation artisanale et de petite mine sûre, efficiente et durable du point de vue environnemental.
7. Les États membres adoptent des législations appropriées (s'il n'en existe pas) pour mettre en place une institution décentralisée pour les activités minières et pour harmoniser les lois relatives aux activités minières et le droit foncier, de "environnement, le droit forestier et de l'eau.

## CHAPITRE V:

### ACCES A L'INFORMATION

#### ARTICLE 12 :

Obligation de conservation des archives

1. Un titulaire de droit ou titre minier conserve à une adresse dans l'Etat membre concerné, avec notification à l'autorité compétente de l'Etat, les documents et registres prescrits par la loi relative aux activités minières.

2. Un titulaire de droit ou titre minier est tenu de permettre à un agent habilité de l'Etat membre et ceci dans un délai raisonnable de contrôler les documents et registres et d'en garder copies.

3. Un titulaire de droit ou titre minier est tenu de fournir aux autorités compétentes d'un Etat membre annuellement ou, s'il est requis, périodiquement, des rapports sur ses opérations minières.

4. Les Etats membres - adoptent et appliquent des lois et règlements qui sanctionnent pénalmente les sociétés qui fournissent au public ou au gouvernement de fausses informations, des informations mensongères, incomplètes ou des informations délibérément déformées.

#### ARTICLE 13: Transparence, Bonne gouvernance et accès du public aux informations

1. Les registres, documents et informations relatives à l'octroi d'un droit ou titre minier fournis en application de l'article 12 de la présente Directive doivent être considérés comme publics et partagés avec le public, conformément aux lois et règlements de l'Etat membre.

2. Les États membres de la CEDEAO qui ne disposent pas de loi sur la libre circulation des informations sont encouragés à en adopter pour promouvoir l'accès du public et des medias aux informations relatives à l'exploitation minière.
3. Les États membres prennent des mesures pour que les principes de bonne . gouvernance tels qu'indiqués dans le Protocole additionnel de la CEDEAO sur la Démocratie et la Bonne Gouvernance soient pleinement appliqués et pour combattre le trafic illicite portant sur les ressources et les activités minières.
4. Les Etats s'engagent à promouvoir la transparence des informations relatives aux revenus miniers, en particulier, en encourageant la souscription à l'Initiative sur la Transparence dans les Industries extractives (I.T.I.E.) et en l'appuyant.
5. Les Etats membres sont encouragés à adopter (là où il n'en existe pas) une législation sur la liberté d'information.
6. Nonobstant toutes dispositions contraires contenues dans le présent article, les registres, documents et informations' fournis ou obtenus sur les activités minières sont diffusés si une autorité compétente d'un Etat membre, estime que cette diffusion est d'intérêt public.
7. Aucune donnée n'est considérée comme confidentielle si elle est relative à la dégradation ou à la supposée dégradation de la santé humaine, de l'environnement ou à la sécurité des travailleurs.

## **ARTICLE 14: Investigations et audits**

1. Les Etats membres veillent au bon fonctionnement des activités minières. A cet effet, ils prennent toutes les mesures jugées nécessaires, notamment pour nommer une ou plusieurs personnes compétentes- pour r)1ener des investigations, effectuer un audit et rendre compte' sur l'activité et/ou la propriété de la compagnie minière.
2. Toute personne ou entité travaillant avec ou pour la compagnie faisant "objet d'une enquete conformément au pr,esent article ou toute personne en rapport avec l'objet de l'enquete ou de l'audit coopere avecJ'enqueteur ou l'auditeur.
3. Les procédures requises pour la levée de l'obligation au secret professionnel seront respectées.

## **CHAPITRE VI :**

### **OBLIGATIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME ET ACTIVITES MINIERES**

#### **ARTICLE 15 : Obligations relatives aux droits de l'homme**

1. Les Etats membres, les titulaires de droits ou titres miniers et autres entités commerciales impliqués dans l'exploitation minière ont l'impérieux devoir de garantir le respect et de promouvoir les droits de l'homme reconnus sur le plan international y compris les droits des femmes, des enfants et des travailleurs en matière d'activités minières.
2. Les Etats membres et les titulaires de droit et titre miniers garantissent les droits des communautés locales. Lorsqu'il n'existe aucune disposition relative aux droits de l'homme susvisés, les Etats membres adopteront une loi appropriée.
3. Les Etats membres ont l'obligation de prendre les dispositions nécessaires pour la réalisation progressive des droits économiques, sociaux et culturels relatifs aux activités minières et pour renforcer le pouvoir des femmes.
4. Les compagnies minières veillent au respect strict des lois des Etats membres en matière d'interdiction du port et de l'usage des armes.
5. Les compagnies opérant dans les zones de conflit sont tenues de respecter tous les principaux accords internationaux relatifs aux droits de l'homme et au droit humanitaire international.

#### **ARTICLE 16: Développement durable et intérêts des communautés locales**

1. Les titulaires de droits et titres miniers opérant dans des États membres conduisent leurs activités minières de façon à respecter le droit des populations à participer et

contribuer au développement et a leur permettre de jouir du développement économique, social, culturel et politique durable.

2. Les titulaires de droit et titre miniers intervenant dans des Etats membres sont astreints au respect des droits des communautés locales. En particulier ils sont tenus de respecter les droits des populations et des communautés locales de posséder, d'occuper, de développer, de contrôler, de protéger et d'utiliser leurs terres, les autres ressources naturelles et leurs droits de propriété culturelle et intellectuelle.
3. Les sociétés minières doivent obtenir le consentement libre, préalable et éclairé des communautés locales avant le démarrage de l'exploration et avant le début de chaque phase successive de l'exploitation minière ainsi que des opérations après-mine.
4. Tout au long du cycle de l'exploitation minière, les titulaires de droit et titres miniers sont tenus de continuer des consultations et des négociations permanentes sur les importantes décisions affectant les communautés locales.
5. Les États" membres, les titulaires de droits et titres miniers et les Organisations de la Société Civile dans le domaine des activités minières établissent des 'cadres de concertation comprenant tous les acteurs impliqués dans les activités minières, en vue d'assurer leur collaboration fructueuse et leur cohabitation pacifique durant la période d'exploitation minière. et de préparer activement les possibilités de conversion de l'après mine.
6. Les Etats membres coopèrent avec les parties prenantes dans le processus de prise de décision concernant les activités minières.

7. Les Etats membres créent un Fonds de développement socioéconomique auquel les titulaires de droit et titres miniers et autres parties prenantes ont l'obligation de contribuer pour le développement des activités de conversion de l'après mine dans les communautés locales affectées.

## **CHAPITRE VII:**

### **REGLEMENT DES DIFFERENDS**

#### **ARTICLE 17 : Procédure de traitement des plaints**

1. Toutes questions relatives a la violation de la présente Directive sont portées a la connaissance des Etats membres pour résolution. Dans le cas ou ces questions n'ont pu être résolues, elles sont portées à la connaissance du President de la Commission de la CEDEAO qui soumet les plaintes a la Cour de Justice de la CEDEAO conformément a ses Protocoles.
2. Conformement au présent article, la procedure d'examen des plaintes n'empêche pas un Etat, un individu ou une partie prenante de porter l'affaire devant la Cour de Justice de la CEDEAO ou d'invoquer la procédure d'arbitrage ou la compétence de toute autre juridiction internationale telle que la Cour Africaine de Justice ou la Cour Africaine des Droits de l'Homme.

#### **ARTICLE 18 : Procédures de règlement des differends**

1. Les Etats membres doivent doter les communautés locales engagées dans des négociations et le règlement de différends miniers avec les titulaires de droit ou titre miniers des capacités nécessaires a cet effet:
2. Tout différend qui naît au sujet de l'interprétation et/ou de la mise en reuvre de la présente Directive doit être régie par le biais de la négociation, de l'arbitrage ou d'autres mécanismes alternatifs de règlement des différends, nonobstant les . dispositions de l'Articie 17 ci-dessus.
3. Si les parties ne parviennent pas à un accord tel qu'il est stipulé à l'alinéa (2) du présent article, l'affaire est portée devant la Cour de justice de la CEDEAO.

## **CHAPITRE VIII:**

### **DISPOSITIONS INSTITUTIONNELLES ET MISE EN OEUVRE**

#### **ARTICLE 19 : Les Etats Membres**

1. Dans le cadre de la mise en oeuvre de la présente Directive, les Etats Parties qui ne l'ont pas encore fait, institueront par voie législative et réglementaire une autorité compétente pour la réglementation des activités minières.
2. Les Etats Membres établiront les lignes budgétaires annuelles pour les dépenses relatives à la mise en œuvre de la présente Directive.
3. Les États Membres développent des Plans d'action nationaux pour la mise en œuvre des obligations résultant de la présente Directive et soumettent au 'Président de la Commission de la CEDEAO un rapport annuel sur sa mise en œuvre et sur les réussites et les échecs du secteur minier. Ce rapport devrait être publié par le Président des sa réception.
4. Les Etats Membres mettent à la disposition du- Président de la Commission de la CEDEAO leurs' expériences sur les meilleures pratiques en matière de réglementation du secteur minier afin de l'aider à assumer 'les responsabilités contenues dans la présente Directive

#### **ARTICLE 20: Le Président de la Commission de la CEDEAO**

1. La CEDEAO veille à harmoniser les guides et manuels du secteur minier afin de guider les opérations ou commissions du secteur minier des États parties.
2. Le Président de la Commission de la CEDEAO est chargé de soutenir et de superviser l'application des dispositions de la présente Directive. À cette fin, il:

- a) Prend toutes les dispositions appropriées pour mobiliser les ressources nécessaires à la mise en œuvre de la présente Directive;
- b) Assure aux États membres l'appui financier et technique nécessaire à la réalisation de leurs activités;
- c) Soumet au Conseil des Ministres un rapport annuel sur l'état de mise en œuvre de la présente Directive.

**ARTICLE 21: Cooperation intra et inter' etatique.**

Les États membres s'engagent à promouvoir la coopération' inter et intra étatique dans la mise en œuvre de la présente Directive. À cet effet :

- a) Le Président de la Commission de la CEDEAO prépare les procédures de coopération inter étatique entre les commissions minières nationales et les autres acteurs impliqués dans l'industrie minière.
- b) Le Président de la Commission de la CEDEAO favorise et recherche l'assistance nécessaire pour la formation des agents des commissions minières nationales et agences intervenant dans le secteur minier en vue de promouvoir la coopération inter étatique.
- c) Le Président de la Commission de la CEDEAO favorise et recherche l'assistance nécessaire pour la formation et pour obtenir l'expertise technique interne, entre les États membres et pour chaque état membre.

## **ARTICLE 22: Mise en muvre**

1. Les États membres prennent toutes les dispositions nécessaires pour se conformer à la présente Directive au plus tardle 1 juillet 2014.
2. Lorsque les Etats °membres adoptent la présente Directive, les textes doivent contenir une référence à la présente Directive, ou doivent l'avoir en annexe lors de leur publication officielle.
3. Les États membres notifient à la Commission de la CEDEAO les mesures ou dispositions adoptées afin de se conformer aux dispositions de la présente Directive:
4. Le Président de la Commission de la CEDEAO nomme un Comite ad'hoc pour suivre l'application de la présente Directive par les Etats membres.

## **ARTICLE 23: Difficultés dans la mise en œuvre**

1. Les Etats membres notifient au President de la Commission de la CEDEAO les difficultés rencontrées dans la mise en oeuvre de la présente Directive.
2. Le Président de la Commission de la CEDEAO rend ensuite compte a la session suivante du Conseil des Ministres.

## CHAPITRE IX:

### DISPOSITIONS GENERALES ET FINALES

#### ARTICLE 24: Dispositions générales

1. Les engagements découlant des dispositions de la présente Directive ne sont pas interprétés comme étant contraires à l'esprit et à la lettre des Conventions ou Accords liant un État membre à un État tiers, dès lors que ces Conventions et Accords ne sont pas contraires à l'esprit et à la lettre de la présente Directive.
2. Dans l'interprétation ou la mise en oeuvre de la présente Directive, il peut être fait recours aux différents principes et conventions internationaux en matière de réglementation des entreprises commerciales.

#### ARTICLE 25: Publication

1. Le present Règlement sera publié par la Commission de la CEDEAO dans le Journal Officiel de la Communauté dans les trente (30) jours de sa date de signature par le President du Conseil des Ministres.
2. Il sera également publié par chaque Etat Membre dans son Journal Officiel trente (30) jours après que la Commission le lui notifiera.

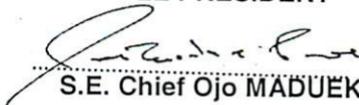
#### ARTICLE 26: Entree en vigueur

1. La présente Directive entre en vigueur après sa publication dans le Journal officiel de la Communauté.

FAIT A ABUJA, LE 27 MAI 2009

POUR LE CONSEIL

LE PRESIDENT



S.E. Chief Ojo MADUEKWE (CFR)





**Commission de la CEDEAO**  
**Direction Industrie et mines**

101 Yakubu Gowon Crescent, Asokoro District, P. M. B. 401, Abuja, Federal Republic of Nigeria

Cell: +234 703 409 7046 & +234 806 315 9712 Tel: (+234 9) 314 76 47-9 & (+234 9) 314 74 27-9  
Fax: (+234 9) 314 3005

[www.ecowas.int](http://www.ecowas.int) [info@ecowas.net](mailto:info@ecowas.net)

